



**Arrêté n°2022-DCL-BENV-474**

**autorisant le transfert des arrêtés préfectoraux de post-exploitation de la société  
PAUL GRANJOUAN SACO vers la société SOLITOP pour l'installation de stockage de  
déchets du « Bois des Blettes » à Saint-Cyr-des-Gâts  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles R181-47 et R516-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°03-DRCLE/1-63 du 6 février 2003 fixant des prescriptions complémentaires pour le suivi post exploitation du centre de stockage d'ordures ménagères, résidus urbains assimilés et déchets banals de la Société TOP OUEST située sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-des-Gâts au lieu-dit « le Bois des Blettes » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°07-DRCTAJE/1-130 du 21 mars 2007 autorisant le changement d'exploitant de la société TOP OUEST à la société PAUL GRANDJOUAN SACO pour le site de stockage de déchets de SAINT-CYR-DES-GATS ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°08-DRCTAJE/1-305 du 23 mai 2008 mettant à jour les mesures de suivi en post-exploitation et mettant à jour les garanties financières ;

**VU** le courrier en date du 6 janvier 2022 dans lequel la société SOLITOP informe son intention de reprendre le suivi en post-exploitation de cet ancien centre de stockage de déchets ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 avril 2022 ;

**VU** le courrier adressé le 7 avril 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale en application du 1° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la société SOLITOP s'est engagée à reprendre à son compte le suivi en post-exploitation du site, et de déposer un nouvel acte de cautionnement des garanties financières sous un délai de maximum de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

**Considérant** que la société SOLITOP dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour assurer le suivi de la post-exploitation du site ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

**Considérant** que l'exploitant n'a présenté aucune observation dans le délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1.      Changement d'exploitant**

La demande de changement d'exploitant déposée par la société SOLITOP, visant à reprendre le suivi en post-exploitation de l'ancien centre de stockage d'ordures ménagères, résidus urbains assimilés et déchets banals, exploité par la société PAUL GRANDJOUAN SACO, situé sur le territoire de la commune de Saint-Cyr-des-Gâts au lieu-dit « le Bois des Blettes », est acceptée.

La société SOLITOP, dont le siège social est situé au « Bois des Blettes », 85410 Saint-Cyr-des-Gâts, est autorisée à poursuivre le suivi en post-exploitation du centre de stockage mentionné au précédent alinéa en tant que nouvel exploitant, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 février 2003, complété par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2008.

### **Article 2.      Renouvellement des garanties financières**

La société SOLITOP est tenue de transmettre en préfecture sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté un nouvel acte de cautionnement des garanties financières, dont le montant sera actualisé selon les modalités fixées par l'arrêté préfectoral du 23 mai 2008.

### **Article 3.      Dispositions administratives**

#### **Article 3.1.      Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 3.2. Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 3.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

### **Article 3.4. Pour application**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **29 AVR. 2022**

Le préfet,

Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée



**Anne TAGAND**

